

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 27/06/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

CA DU GRAND SENONAI
21 BOULEVARD DU 14 JUILLET
89100 SENS

Références : / 240292
Code AIOT : 0005401201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement CA DU GRAND SENONAI implanté 21 BOULEVARD DU 14 JUILLET MAIRIE 89100 SENS.

Cet établissement fait l'objet d'inspections à fréquence annuelle.

L'objet principal de l'inspection du 30 mai 2024 était de réaliser un état des lieux sur les dépassements des concentrations en dioxines constatés à plusieurs reprises depuis 2020, et en particulier sur les suites données au dépassement constaté entre le 6 février et le 5 mars 2024 (résultats de prélèvements sur cartouche effectués pendant 4 semaines, appelés mesure en "semi-continu"). L'inspection a donc principalement porté sur la conformité des rejets atmosphériques, et dans une moindre mesure, sur la gestion des mâchefers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA DU GRAND SENONAI
- 21 BOULEVARD DU 14 JUILLET MAIRIE 89100 SENS
- Code AIOT : 0005401201 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Unité d'incinération d'ordures ménagères et de valorisation énergétique, mise en service en 1988.

Capacité d'incinération : 3 tonnes / heure.

Dans le présent rapport, la société VALEST (filiale de VEOLIA) est dénommée "l'exploitant".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AIR, DECHETS, BRUIT

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'exploitant doit améliorer sa réactivité lorsqu'il fait face à des non conformités. L'inspection du 30 mai 2024 a mis en évidence un manque de réactivité, ainsi qu'un manque de rigueur dans le suivi des procédures et le contrôle interne des installations.

Le dépassement en concentrations en dioxines survenu au premier trimestre 2024 aurait pu être évité par la mise en place et le fonctionnement de moyens d'alertes prévus depuis plusieurs années.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Suites inspection 2023 (point n°1) : dispositif de dosage	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 17.3	Demande d'action corrective	1 Mois
4	Suites inspection 2023 (point n°8) : prévention et lutte contre le bruit	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 21.2	Demande d'action corrective	1 Mois
5	Suites inspection 2023 (point n°11) : rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article Annexe 1	Demande d'action corrective	1 Mois
6	Conditions de combustion	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9-c	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10	Demande d'action corrective	1 Mois
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1	Demande d'action corrective	1 Mois
11	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article Annexe 1	Demande d'action corrective	1 Mois
13	Valorisation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article 9 (32.6.5)	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suites inspection 2023 (point n°2) : bassin de confinement	AP Complémentaire du 14/04/2005, article 11.4	
3	Suites inspection 2023 (point n°3) : consignes générales de sécurité	AP Complémentaire du 14/04/2005, article 28	
7	Conditions de l'alimentation en déchets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9-e	

10	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article Annexe 1	
12	Valorisation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article 9 (32.6.5)	
14	Valorisation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article 9 (32.6.2)	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats font ressortir principalement des demandes concernant :

- la mise en place de tests périodiques afin de vérifier le bon fonctionnement des installations, ainsi que l'organisation de tournées de surveillance des installations ;
- le respect des conditions de suivi des temps d'indisponibilité des systèmes de traitement et de mesures.

L'exploitant a su montrer sa réactivité en rétablissant rapidement (le 10/06/2024) le système électrique permettant un arrêt automatique de l'alimentation des déchets dans le four, lorsque les conditions listées dans l'arrêté ministériel du 20/09/2002, article 9-e, ne sont pas respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspection 2023 (point n°1) : dispositif de dosage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 17.3
Thème(s) : Risques chroniques - Rejets dans l'air
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : - à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, - à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.
Constats : Rappel <u>synthétique</u> de la chronologie des fait constatés : => Inspection 19/04/2020 : contrôle inopiné des 22 et 23/06/2020 avec dépassement des VLE (valeur limite d'exposition) en concentration pour les paramètres métaux lourds et dioxines furanes (0,78 ng/Nm ³). L'exploitant pense que ces dépassements sont liés à la typologie des déchets incinérés ce jour-là (issus de déchetteries), associée à un fonctionnement en température proche de 850° C. Aucun dysfonctionnement des dispositifs de traitement n'a été identifié. L'exploitant a passé de nouvelles consignes, afin d'exploiter le four avec une marge plus importante sur la température. Réponse exploitant : <i>l'injection du réactif reste sous surveillance et un nouveau dispositif de dosage va être mis en place au T1 2021 pour connaître très précisément la quantité du réactif injecté. Un mélange des déchets rentre aussi dans cette remarque, en effet le mélange OMR/DIB/refus de tri/déchetterie doit être homogène pour limiter la production de polluants au moment de la combustion.</i> => Inspection 16/11/2021 : le dispositif de dosage est présent sur site, mais non installé. L'inspection demande de fournir la date des travaux et les justificatifs d'installation. L'exploitant justifie ce retard par des contraintes techniques de fonctionnement du four. Réponse exploitant : <i>engagement pour l'installation du dispositif pour le mois de juin 2022.</i> => Inspection 26/10/2022 : le dispositif est mis en place, mais les capteurs sont HS, un autre n'est pas raccordé et moteur HS. L'exploitant devra justifier de la mise en route effective et du bon fonctionnement du nouveau dispositif de dosage d'injection des réactifs. Réponse exploitant : <i>programmation nouvelle visite technique pour le 17/01/2023.</i> => Inspection 13/09/2023 : nouvelle visite technique réalisée le 17/01/2023. Elle fait apparaître 2 remarques. L'exploitant doit fournir un échéancier de levée des 2 remarques et de réalisation des travaux de report en salle de supervision. Réponse exploitant : <i>les premiers travaux portant sur la création et le chargement de la nouvelle vue en supervision ont été effectués les 21 et 22/12/2023. Pour la programmation des alarmes de fonctionnement et l'absence d'injection, l'intervention a été finalisée le 29/02/2024 (société EREC Technologies). Nous pouvons affirmer qu'à partir du 29/02/2024 les remarques sont levées.</i> Le jour de l'inspection, il a été constaté que les dispositifs de détection de pesage et de bourrage sont en place : le synoptique a été visualisé en salle de contrôle. A la demande de l'inspection, un test sur l'alarme permettant de détecter un bourrage a été réalisé : le test a fonctionné (apparition sur l'écran de la mention en rouge "alarme bourrage vis"). L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées (IIC) le rapport d'intervention réalisée par la société EREC Technologies le 29/02/2024 (daté du 13/03/2024) qui atteste de la bonne réalisation des mesures envisagées : - Alarme poids W1518 (trémie de mélange du coke de lignite) : si le poids ne change pas (+/-2kg) pendant 2h, une alarme apparait en supervision sur la vue d'alarme et sur la vue "SILO PAC" ; - Alarme bourrage vis M515/M516 (en sortie du silo de coke de lignite) : une sortie du relais de sécurité a été raccordée

sur l'entrée "I9.15". Si l'entrée est à 0, alors, une alarme apparaît en supervision sur la vue d'alarme et sur la vue "SILO PAC".

Ces constats permettent de solder les demandes des inspections 2020, 2021, 2022 et 2023.

L'exploitant déclare que les tests de fonctionnement ont été réalisés lors de la mise en service. En revanche, aucun test à fréquence périodique n'est programmé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un test périodique des alarmes poids et bourrage vis et fait réaliser un contrôle périodique des détecteurs.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois


N° 2 : Suites inspection 2023 (point n°2) : bassin de confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2005, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention des pollutions accidentelles des eaux
Prescription contrôlée : Un équipement doit permettre le confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales. Le volume de ce bassin doit être au moins égal à 240 m ³ . Le volume de cet équipement peut être assuré par un dispositif d'isolement en aval du bassin d'orage. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Rappel <u>synthétique</u> de la chronologie des fait constatés : => Inspection 13/09/2023 : le nettoyage du bassin a été effectué le 30/06/2023. Le contrôle d'étanchéité a été réalisé le 03/07/2023, et fait apparaître 2 points, en partie haute du bassin, où la géomembrane est percée. L'exploitant doit vérifier si ces 2 points sont inclus dans le volume de rétention de 241 m ³ , et fournir un échancier de réparation de la bâche. L'exploitant a justifié que la capacité de rétention du bassin est conservée. Lors de l'inspection, la visite sur le terrain a permis de constater que des réparations ont bien été réalisées. Le bassin était vide et propre. L'exploitant a inscrit la vérification de l'étanchéité du bassin dans son tableau des contrôles et suivis réglementaires, présenté le jour de l'inspection. La demande est par conséquent soldée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Suites inspection 2023 (point n°3) : consignes générales de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2005, article 28
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens de secours
Prescription contrôlée : Des consignes écrites doivent être établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel aux moyens de secours extérieurs.
Constats : Rappel <u>synthétique</u> de la chronologie des fait constatés : => Inspection 13/09/2023 : un exercice d'évacuation a été réalisé le 12/04/2023. Observation : la fréquence proposée par l'exploitant (2 exercices par an) doit être formalisée dans les modes opératoires de gestion du site. Réponse exploitant : <i>pour avoir un suivi de la mise en place des 2 exercices de sécurité, il est décidé d'inscrire sur le tableau des contrôles et suivis réglementaires une ligne exercice de sécurité avec une fréquence de 6 mois. La date retenue pour le test du premier semestre est le 10 avril 2024 avec la simulation d'un incendie dans le local TDF.</i> A la demande de l'IIC, le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de l'exercice réalisé le 11/04/2024, dans lequel les constats suivants ont été établis : - "pas d'évacuation demandée à la consultation du départ de feu immédiatement ; - demande de 2 levées de doute par 2 collaborateurs différents avant de lancer l'alarme incendie évacuation ; - le chef de quart ne prend pas le téléphone avec lui pour appeler les pompiers si besoin, pas d'utilisation de la boîte "rapid secours", ni de mise en place de moyen de gestion de flux à l'entrée du site (barrières, personnel au portail avec le gilet bleu)". Le rapport prévoit une re-sensibilisation du personnel. L'IIC insiste sur la nécessité de réaliser des exercices 2 fois par an, tel qu'annoncé. Le personnel n'est pas suffisamment entraîné. L'exploitant indique qu'un second exercice inopiné est prévu avec le SDIS en 2024. La réalisation de ces exercices est bien prévue dans le tableau des contrôles et suivis réglementaires (2 fois par an). L'observation suite à l'inspection de 2023 est soldée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Suites inspection 2023 (point n°8) : prévention et lutte contre le bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 21.2		
Thème(s) : Risques chroniques - Niveaux accoustiques		
Prescription contrôlée : Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :		
Localisation	Niveau limite en dB(A), de 22h à 7h, et les dimanches et jours fériés	Niveau limite en dB(A), de 7h à 22h, excepté les dimanches et jours fériés
Limite de propriété	Bordure RN6 : 60 Autres : 55	Bordure RN6 : 65 Autres : 65
Constats : Rappel <u>synthétique</u> de la chronologie des fait constatés : => Inspection 2023 : contrôle réalisé les 26 et 27/06/2023. Le point n°4, situé à proximité de l'aérocondenseur, montre un dépassement : 67,5 dB (limite fixée à 60). L'exploitant doit étudier les mesures permettant de diminuer les niveaux de bruit au point 4 et atteindre un niveau conforme quelles que soient les conditions de fonctionnement des installations. Réponse exploitant : <i>une assistance technique par l'APAVE pour la recherche de source sonore par caméra technique a été programmée au 29/04/2024. Une étude est en cours sur la vanne d'admission vapeur de l'aérocondenseur, un point identifié à l'aide du sonomètre du site. Un calorifuge va être installé sur la tuyauterie d'admission vapeur de l'aérocondenseur. D'autres actions pourront être étudiées suite aux résultats de l'assistance technique de l'APAVE.</i> Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le rapport APAVE (intervention du 29/04/2024), qui précise que " <i>le traitement de l'aérocondenseur est une priorité, car le traitement de cette source permettrait de réduire le niveau de bruit à un niveau proche du seuil réglementaire de 60 dBA (niveau approximatif quand l'aérocondenseur était à l'arrêt</i> ". L'exploitant a demandé un devis pour l'installation d'un caisson anti bruit autour de l'aérocondenseur. A noter que le contrôle de bruit n'est pas inscrit au tableau des contrôles et suivis réglementaires : l'exploitant complètera son tableau (fréquence triennale). La demande issue de l'inspection de 2023 n'est pas soldée. L'exploitant doit finaliser les actions prévues rapidement.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les informations relatives à la date prévisionnelle d'installation du caisson antibruit autour de l'aérocondenseur et informera l'IIC de la bonne réalisation des travaux. Il ajoutera également la réalisation des mesures de bruit à fréquence triennale dans son tableau des contrôles et suivis réglementaires.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 1 Mois		

N° 5 : Suites inspection 2023 (point n°11) : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article Annexe 1		
Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'air		
Prescription contrôlée : Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'air :		
PARAMÈTRE	VALEUR en moyenne journalière	VALEUR en moyenne sur une demi-heure
Poussières totales	10 mg/m ³	30 mg/m ³
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/m ³	60 mg/m ³
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10 mg/m ³	20 mg/m ³
Cd + Tl	0,05	
Hg	0,05	
Autres métaux lourds (Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+As+V)	0,5	
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm ³	
Acide fluorhydrique (HF)	1 mg/m ³	4 mg/m ³
Anhydride sulfureux (SO ₂)	50 mg/m ³	200 mg/m ³
Oxydes d'azote (NO _x)	400 mg/m ³	
Monoxyde de carbone (CO)	50 mg/m ³	
Constats : Rappel <u>synthétique</u> de la chronologie des faits constatés : => Inspection 2023 : Les contrôles des rejets atmosphériques des 2 semestres de 2022 ainsi que du 1er semestre 2023 ne montrent pas de non conformité. - 1 dépassement de la VLE pour la concentration en dioxines, lors du prélèvement ponctuel du 24/05/2023 (contrôle inopiné), valeur = 0,133 ng/Nm ³ . Après analyse de la combustion sur la période de mesure, l'exploitant n'a pas identifié de cause majeure de dysfonctionnement. - 2 dépassements successifs de la VLE pour la concentration en dioxines lors des mesures en semi-continu : cartouche du 30 mai au 27 juin 2023 (0,73ng/Nm ³) et du 27 juin au 26 juillet 2023 (0,11 ng/Nm ³). Les causes probables seraient des dysfonctionnements d'injection de réactifs. Depuis ces 2 dépassements consécutifs, l'exploitant a mis en place les actions suivantes : - augmentation du dosage d'injection de la coke de lignite, - surveillance accrue du fonctionnement du four (température notamment) et de l'injection de réactifs, - commande de la mise en place du report d'alarme, dans la salle de supervision, du poids de la trémie et du défaut d'injection de coke de lignite. Demandes de l'IIC : - faire parvenir les résultats des mesures semi-continues à chaque période, - maintenir une surveillance accrue de ses installations, - mettre en place dans les meilleurs délais le report d'alarme de défaut d'injection.		

Réponses exploitant (courrier 23/03/2024) :

- transmission des rapports d'analyses en semi continu 48 h après réception, à l'IIC.
- surveillance accrue de ses installations : une surveillance de fonctionnement va être mise en place avec le report du poids de la trémie doseuse. Lors de la ronde de prise de poste, deux indicateurs seront ajoutés : poids de la trémie de réactif et présence de défaut du dosage réactif. Une ronde journalière de la maintenance va être mise en place également avec une ligne sur le fonctionnement du dispositif de dosage de la coke de lignite.
- report d'alarme de défaut : la programmation du report des défauts du dispositif a été installée le 29/02/2024, avec une alarme sur les défauts de bourrage vis et une alarme sur l'absence de dosage (défaut sur absence de modification du poids sur 2h).

Le jour de l'inspection, les éléments suivants ont été vérifiés (en lien direct avec le point de contrôle n° 1 du présent rapport) :

- transmission des résultats des mesures semi-continues : les résultats sont transmis mensuellement à l'IIC ;
- surveillance accrue des installations : l'exploitant déclare que les indicateurs de vérification du poids de la trémie et de la présence de défaut de dosage du réactif ont été rajoutés à la check list existante lors de la prise de poste (validation avec un smartphone). Concernant la ronde journalière de la maintenance, cette dernière n'est toujours pas formalisée. Les tournées maintenance sont réalisées chaque matin, du lundi au vendredi. Il n'y a pas d'agent de maintenance présent le week-end, et par conséquent, pas de tournée réalisée entre le vendredi matin et le lundi matin. La programmation du report des défauts du dispositif a été installée le 29/02/2024 (alarme sur les défauts de bourrage vis / absence de dosage) ;
- mise en place dans les meilleurs délais du report d'alarme de défaut d'injection : le report d'alarme est mis en place (2 alarmes) : niveau trémie et bourrage vis. Il a été visualisé en salle de contrôle. Un test a été réalisé sur la fonction bourrage et a fonctionné (cf point de contrôle n°1).

Point à souligner : par mail du 21/02/2024, l'exploitant a informé l'IIC d'un nouveau dysfonctionnement des installations avec une panne d'injection du réactif de coke de lignite. Le constat **très tardif** de l'absence d'injection du 23/01 au 20/02 a eu pour conséquence un dépassement de la concentration en dioxines, mesurée en semi continu sur la cartouche posée du 06/02 au 05/03/2024 (0,91 ng/Nm3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit formaliser sous 15 jours la procédure relative à la tournée de la maintenance et y ajouter la vérification du bon fonctionnement du dispositif de dosage de la coke de lignite. Il s'organise pour que cette vérification soit réalisée 7j / 7j.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois


N° 6 : Conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9-c
Thème(s) : Risques chroniques - Brûleurs d'appoint
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque ligne d'incinération est équipée d'au moins un brûleur d'appoint, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850° C, après la dernière injection d'air de combustion. Ces brûleurs sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température de 850° C pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.</p> <p>Lors du démarrage et de l'extinction, ou lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850° C, les brûleurs d'appoint ne sont pas alimentés par des combustibles pouvant provoquer des émissions plus importantes que celles qu'entraînerait la combustion de gazole, de gaz liquide ou de gaz naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'IIC, l'exploitant a transmis post inspection, le relevé des températures de suivi du four, sur la période du 01/01/2024 au 30/03/2024 : la demande avait pour but de cibler la période pendant laquelle le dépassement des concentrations en dioxines a été constaté au premier trimestre 2024.</p> <p>Il ressort des informations transmises que sur cette période de 3 mois, la température du four n'atteint pas les 850° C pour 586 valeurs (température relevée toutes les 10 minutes) sur un total de 12 949 valeurs, soit 4,7 % du temps. Le sujet n'ayant pas été abordé le jour de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de fournir les conditions de fonctionnement des installations permettant de respecter les prescriptions des articles 9-b (conditions de combustion) et 9-c (brûleurs d'appoint).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet son analyse relative au respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 20/09/2002, concernant les conditions de combustion décrites aux articles 9-b et 9-c de l'arrêté ministériel du 20/09/2002.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


N° 7 : Conditions de l'alimentation en déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9-e
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des dépassements des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Les installations d'incinération et de co-incinération possèdent et utilisent un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets : <ul style="list-style-type: none">- pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température de 850° C ou la température précisée au paragraphe f ait été atteinte ;- chaque fois que la température de 850° C ou la température fixée au paragraphe f n'est pas maintenue ;- chaque fois que les mesures en continu prévues par l'article 28 montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.
Constats : L'exploitant déclare que l'incinérateur n'est pas équipé d'un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets, conformément aux prescriptions de l'article 9-e de l'arrêté ministériel du 20/09/2002. Post-inspection, l'exploitant a précisé par mail du 30/05/2024 qu' <i>"un dispositif avait été mis en place pour bloquer le fonctionnement du pont et le chargement du four. En septembre 2018, d'importants travaux sur l'armoire électrique de puissance et commande du pont ont été effectués et par mégarde, cette sécurité n'a pas été reprise."</i> Il précise également qu'une intervention électrique est prévue le 10 juin 2024 afin de programmer l'interdiction de chargement de la trémie sur l'automate du pont roulant. Enfin, par mail du 12 juin 2024, l'exploitant a confirmé à l'IIC que les travaux sur l'interdiction de chargement de la trémie ont bien été réalisés le 10 juin et qu'un test de fonctionnement a été réalisé le même jour. L'IIC considère que la non conformité constatée le jour de l'inspection est soldée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10
Thème(s) : Risques chroniques - Indisponibilité des dispositifs de TRAITEMENTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.</p> <p>La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux modes de traitements sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none">- par injection de bicarbonate permettant l'abattement des teneurs en HCl et SO₂ ;- par injection de coke de lignite permettant l'abattement des dioxines. <p>L'exploitant réalise un suivi de la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées. Il vérifie si la limite des 60 heures est atteinte ou pas, mais ne suit pas le paramètre des 4 heures. Il précise qu'en cas de panne du dispositif d'injection du bicarbonate, les teneurs en HCl et SO₂ augmentent très vite et seraient constatées avant le délai de 4 heures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser le suivi des indisponibilités des systèmes de traitement, et en particulier le temps d'indisponibilité de 4 heures. Il met en place un outil de gestion du suivi efficace et pertinent, garantissant la mise à l'arrêt de l'installation en cas de défaillance de ces dispositifs.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1
Thème(s) : Risques chroniques - Indisponibilité des dispositifs de MESURES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Dispositifs de mesure en semi-continu. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques. Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.</p> <p>b) Dispositifs de mesure en continu. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques. Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dispositif de mesure en semi-continu : Le suivi du temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en semi-continu des dioxines est réalisé à réception des rapports de mesure réalisées par SOCOR AIR. Le rapport établi mensuellement précise :</p> <ul style="list-style-type: none">- la conformité du taux prévisionnel annuel de disponibilité > 85 % ;- la disponibilité cumulée du DECS (matériel de prélèvement), établie en %, à partir du dernier résultat de l'année précédente. <p>Les résultats obtenus pour l'année 2024 (dernière cartouche sur la période du 2 au 30/04/2024) établissent un taux supérieur à 85 %.</p> <p>Dispositifs de mesure en continu : L'installation est équipée de 2 analyseurs MIR qui fonctionnent en permanence. L'exploitant réalise le suivi des indisponibilités et présente son tableau de suivi le jour de l'inspection : depuis début 2024, il n'y a pas eu d'indisponibilité. Sur l'année 2023, le temps d'indisponibilité a été de 0,5 heure en octobre. L'exploitant ne dispose pas de procédure permettant de définir les modalités d'arrêt de l'installation en cas de dépassements des heures cumulées d'indisponibilité des dispositifs de mesures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : De même que pour le suivi des indisponibilités des systèmes de traitement (voir point de contrôle précédent), l'exploitant met en place un outil de gestion du suivi efficace et pertinent, garantissant la mise à l'arrêt de l'installation en cas de défaillance des dispositifs de mesures.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article Annexe 1					
Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites dioxines et furanes - mesures en semi continu					
Prescription contrôlée :					
<table><thead><tr><th>PARAMÈTRE</th><th>VALEUR</th></tr></thead><tbody><tr><td>Dioxines et furanes</td><td>0,1 ng/m³</td></tr></tbody></table>	PARAMÈTRE	VALEUR	Dioxines et furanes	0,1 ng/m ³	
PARAMÈTRE	VALEUR				
Dioxines et furanes	0,1 ng/m ³				
<p>d-2. Mesures en semi-continu.</p> <p>Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. [...]</p>					
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 21/02/2024, l'exploitant a indiqué qu'il avait constaté une panne sur l'injection du réactif traitant les dioxines et furanes le 20/02/2024. Il déclare que la réparation a été faite le même jour. Suite au constat de cette panne, l'exploitant a réalisé qu'elle durait depuis le 23 janvier 2024.</p> <p>Par anticipation, l'exploitant a demandé la réalisation d'une mesure ponctuelle (normalement fixée à fréquence semestrielle) : le prélèvement a été réalisé le 27/02/2024, et les résultats étaient conformes (0,041 ng/Nm³).</p> <p>L'inspection souligne que l'exploitant n'est pas assez réactif dans le traitement des non conformités, et en particulier concernant les difficultés rencontrées pour le dispositif de traitement des dioxines. Le dépassement de 2024 aurait pu être évité (voir point de contrôle n°1).</p>					
Respect de la prescription : 					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites :					

N° 11 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques - Vitesse d'éjection des gaz
Prescription contrôlée : Vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée : > 12 m/s
Constats : Les résultats du prélèvement des effluents gazeux réalisé le 27/02/2024, indiquent que la vitesse moyenne des gaz au sein du conduit est de 11,8 m/s (incertitude $\pm 1,1$). Cette non conformité n'a pas été identifiée par l'exploitant, à la réception du rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit une procédure de lecture des rapports de contrôle (rejets eau / air, autres) afin d'identifier les éventuelles non conformités et de les traiter. L'identification des défaillances et des actions correctives à mener doit être tracée. Il établit, si possible, les causes de la non conformité relative à la vitesse d'injection insuffisante des rejets de gaz à l'atmosphère, lors du prélèvement du 27 février 2024.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 12 : Valorisation des mâchefers


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article 9 (32.6.5)
Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des mâchefers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une gestion par lot des mâchefers. Un suivi de la traçabilité dans l'espace et le temps des lots doit être mis en place.</p> <p>Un registre consigne les informations relatives à la sortie des mâchefers pour valorisation, avec l'identité et les coordonnées du destinataire et le lieu indiqué de mise en œuvre.</p> <p>Ce registre et les résultats des analyses réalisés sur les lots de mâchefers valorisés sont tenus à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées pendant une durée de 3 ans.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 21/05/2024, le registre de suivi des mâchefers produits et le registre de suivi des mâchefers sortants, avant l'inspection. Une vérification par sondage de la cohérence des informations transmise a été réalisée par l'IIC.</p> <p>L'exploitant fait réaliser des analyses sur les lots de mâchefers. Le prélèvement réalisé le 30/10/2023 a été réalisé sur l'échantillon identifié "SOC2311-140" : le rapport d'analyse établi par la société SOCOR en date du 30/11/2023, conclut que l'échantillon est classifié V1 (usage routier de type 1, dit revêtu), selon l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.</p> <p>Le registre de suivi des mâchefers précise que le stockage de ce lot est réalisé dans l'alvéole A1, depuis le 17/07/2023 et qu'il a fait l'objet de 6 échantillons (datés). La fin de production est datée du 12/06/2023 et l'enlèvement a été réalisé les 18 et 19 octobre 2023 pour un total de 626,08 tonnes.</p> <p>Ces chiffres sont cohérents avec le registre de suivi des enlèvements de mâchefers : 10 enlèvements le 18/10/23 et 11 enlèvements le 19/10/2023, pour le même tonnage total.</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observation.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 13 : Valorisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article 9 (32.6.5)
Thème(s) : Risques chroniques - Mâchefers valorisés en matériau routier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de DND qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier- le nom, l'adresse postale, et le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers- le nom, l'adresse postale, et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers- le nom, l'adresse postale, et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers- la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrants dans la composition du matériau routier- la quantité de matériau routier quittant l'installation- la date de sortie de l'installation- l'usage routier effectif- le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier.
<p>Constats :</p> <p>Les données manquantes du registre sont les suivantes (non exhaustif) :</p> <ul style="list-style-type: none">- nom, adresse postale, et le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers : NON PRECISE ;- nom, adresse postale, numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers : NON PRECISE ;- nom, adresse postale, numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers : pas de SIREN ;- référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrants dans la composition du matériau routier : pas de référence des lots ;- le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier : NON PRECISE. <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant fournit un document "VEOLIA" intitulé "<i>Fiche de recommandations et suivi des graves de mâchefers</i>". Ce document est réalisé pour chaque lot (dans cet exemple, il s'agit du lot 14). Il y est précisé :</p> <ul style="list-style-type: none">- le producteur de mâchefers : nom et adresse postale- le maître d'ouvrage : nom, adresse postale, SIRET- le responsable de la mise en œuvre : nom, adresse postale, SIRET- le chantier : adresse, date, coordonnées GPS, nature de l'ouvrage ;- le domaine d'emploi : routier type 1 ou 2 ;- le matériau : grave de mâchefer, grave de mâchefer formulée, grave de mâchefer traitée ;- un rappel des prescriptions réglementaires selon l'arrêté ministériel du 18/11/2011. Le document est signé par le responsable de la mise en œuvre.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de faciliter la lecture du registre, et d'avoir à disposition toutes les informations relatives au suivi des mâchefers, l'exploitant formalise toutes les informations listées dans l'arrêté ministériel du 18/11/2011 dans son registre de suivi des mâchefers.</p>

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 14 : Valorisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article 9 (32.6.2)
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des mâchefers (tonnage sec : 4000 t/an)
Prescription contrôlée : Les mâchefers en attente d'évacuation vers un site de valorisation ou vers un site de mise en dépôt doivent être stockés temporairement sous abri sur une aire étanche, constituée de matériaux résistants pour permettre la circulation des engins de reprise. Le stockage à l'air libre des mâchefers susceptibles de générer des eaux de percolation est interdit. [...] L'installation de maturation traite exclusivement les mâchefers issus de l'usine d'incinération objet du présent arrêté. Les aires de stockage et de manipulation sont maintenues propres en permanence. Tout apport d'ordures ménagères, de résidus de l'épuration des fumées ou de tout autre déchet est interdit. Il est interdit de déposer des mâchefers sur les aires de circulation et de stationnement.
Constats : La visite sur le terrain a permis de visualiser la zone de stockage des mâchefers. Ces derniers sont stockés sous abri sur une aire étanche (dalle en béton). L'exploitant précise que ce stockage est réservé exclusivement aux mâchefers produits par l'installation. Ces constats n'appellent pas d'observation.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :